

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES

Commune de Sigoyer

Procès-verbal de séance du conseil municipal / 1er décembre 1997 à 20 h 30

Convocation du 26 novembre 1997

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux. sauf M. Borel Auguste, absent.

Ordre du jour

- Association Planète Mômes (accueil repas)
- Indemnité percepteur
- Accès cimetière
- Parapet pont des murets
- Provence logis / demande de garantie d'emprunt
- Tarification eau et assainissement
- Tarification remontées mécaniques
- Questions diverses

Le maire ouvre la séance par le rappel de l'année écoulée et le fait que cette séance se déroule pour la dernière fois dans la mairie actuelle, en effet, il n'y aura pas de séance au cours du mois de janvier et les travaux de réhabilitation du bâtiment commenceront début mars ; le secrétariat étant déménagé dans les locaux du presbytère.

Accueil repas :

Le maire donne lecture du courrier adressé par l'association Planète mômes concernant le fonctionnement de l'accueil repas .

Le bilan est bon, mais la situation difficile à gérer de par l'exiguïté des locaux. L'association demande à la commune de trouver une solution pour le 31 janvier 1998.

Le maire a pris contact auprès des communes voisines afin de connaître le fonctionnement des "cantines" voisines.

Les communes de Neffes et Tallard font appel au services d'un traiteur agréé par les services vétérinaires, qui livre sur place des repas chauds en marmites isothermes au prix de 25.00 fr. tout compris, il peut se fournir chez le boulanger local quand c'est possible.

Pelleautier-La Freissinouse utilisent la solution des paniers repas préparés par les parents et réchauffés sur place par le personnel communal.

2

Les conseillers sont conscients de la nécessité de l'accueil repas et feront en sorte de trouver la solution qui convient.

Le maire donne sa réflexion : L'association demande un local plus grand, il faut donc prévoir d'en réhabiliter un .

Solutions :

- soit dans le bâtiment Mairie Poste, prévoir environ 30 m² au sous-sol
- soit le local actuel agrandi par démolition de la cloison
- soit utiliser le grand logement au-dessus de l'école occupé par la famille Paul (ceux-ci seraient relogés dans les nouveaux logements locatifs au dessus de la mairie, à condition qu'ils acceptent... un loyer plus élevé !).
- Réaliser un local dans le bâtiment garage communal, ce qui demandera beaucoup plus de temps, le dépôt d'un dossier de demande de subvention sur la DDR étant envisageable et permettrait la réhabilitation de l'ensemble du bâtiment avec pose d'un toit.

le débat est ouvert :

S.Duc pense que la meilleure solution consiste à laisser l'accueil repas dans l'école et qu'il conviendrait de casser la cloison de l'actuel local pour libérer l'espace (26 m² obtenus), cette solution la moins onéreuse et la plus immédiate permettrait d'attendre une meilleure solution à long terme.

Le maire trouve dommage de casser ce logement, qu'il faudra réhabiliter par la suite en cas de location, certains pensent qu'il pourrait être loué en l'état.

J. Michalinoff interroge le maire sur le projet de la salle "d'exposition galerie" prévue au sous-sol de la mairie et subventionnée à 750002 fr. par la Région. Sont prévus dans le projet les travaux suivants : ouvertures, carrelage et point d'eau. J. Michalinoff indique que cette salle conviendrait parfaitement à moindre frais puisque subventionnée, qu'elle pourrait être mise à disposition de l'association dans un délai raisonnable et que la commune récupérerait ainsi le logement F2 à louer.

S.Sabatier approuve et indique qu'il lui paraît alors inutile de déposer un dossier supplémentaire pour aménager le garage communal.

J-M Cornil pense que l'on doit demander aux parents d'être patients dans l'attente de trouver une solution.

Le maire propose qu'un courrier annonce à l'association l'amélioration d'un local qui sera mis à leur disposition à l'automne 98, sans donner de détail sur le local attribué (non déterminé à ce jour).

En cas d'arrêt de la gestion de l'accueil repas au 31/01 par l'association, la solution du traiteur pourra être facilement mise en place, le fonctionnement pourra être assuré par M-H Ferry et C Thimon; S. Duc regrette qu'un emploi soit supprimé par cette solution, le maire répond que, pour des raisons de coûts et de responsabilité, la commune ne pourra jamais faire fonctionner une

vraie cantine avec création d'emploi et local agréé.

Ecole :

Les institutrices demandent que les crédits de fournitures scolaires soient augmentés, elles disposent actuellement de 8500 fr. de fournitures scolaires, 8500 en transport et 4000 fr. de cadeau de fin d'année.

1

Cette répartition ne leur permet pas d'utiliser tout le crédit de transport alors qu'elles manquent de crédits en fournitures. Elles souhaitent une allocation par enfant. Le maire propose que la commune leur alloue 400 fr/enfant qui comprendra la dotation fournitures, de fin d'année et de transport, les maîtresses devront en prévoir la ventilation avant l'inscription budgétaire (qui impose des imputations distinctes). La somme allouée est identique à celle des communes voisines.

Les institutrices proposeront les dépenses d'investissement avant février, les conseillers en disposeront au moment de l'élaboration du budget.

S. Duc signale que les salles de classe devront être restaurées, le maire indique qu'elles ne nécessitent pas de gros travaux pour l'instant, mais qu'une peinture de propreté sera appliquée par les employés communaux, durant l'été, dans la classe de Pascale.

Indemnité du percepteur :

Délibération à prendre pour l'indemnité de conseil et de suivi du budget communal.

Adopté à l'unanimité.

Accès cimetière :

Le nouvel accès à gauche de l'oratoire a été évalué à 23.396 fr. T.T.C. par l'entreprise Eynaud. M. Disdier de Pelleautier est d'accord pour céder du terrain, le chemin actuel sera supprimé et végétalisé.

Le conseil municipal donne son accord pour créer cet accès sous réserve que la CCTB l'inscrive à son programme voirie 98. (travaux subventionnés à ...)

Parapet pont des Murets :

Nous disposons d'un devis de l'entreprise Manganelli de 18 000 fr. T.T.C.. pour l'allongement du parapet sur 20 m, la commune creusera les fondations, livrera les pierres et aidera à poser la couvertine. A titre indicatif, l'entreprise Eynaud travaille à 2144 fr. le m/linéaire.

Un merlon de terre végétalisé sera construit derrière le mur.

Le devis est accepté à l'unanimité. Le conseil municipal décide de ne pas demander de devis à l'entreprise Arthaud qui ne pourra pas être plus bas et considère que ces petits travaux communaux seront proposés en alternance aux différentes entreprises locales.

La passerelle est de nouveau abordée :

S. Duc craint que le pont soit déséquilibré par l'allongement d'un seul parapet et que la "porte" naturelle de l'entrée du village ne disparaisse. Il est partisan d'un mur avec interruption d'environ 1.50 m qui pourrait matérialiser l'entrée piétonnière du parking, d'où l'inutilité de la passerelle.

Les conseillers acceptent cette proposition.

Provence Logis :

Nous informe par courrier de la demande d'une garantie d'emprunt à hauteur de 50 %. Le maire soumet sa réponse au conseil municipal par lequel il expose l'impossibilité de la commune à garantir cet emprunt. Le conseil municipal. accepte la réponse.

Parcelle des Murets :

M. Bachmann, propriétaire voisin de la parcelle des Murets a précisé par courrier certains détails de l'arrangement prévu avec le Maire concernant les travaux de création de la route qui détériorent sa propriété, or certains détails lui incombant ont été omis.

2

Le maire lui a rappelé dans sa réponse leurs accords.

Un deuxième courrier lui rappelle que ses eaux captées ne peuvent s'écouler sur la parcelle communale et devront être canalisées vers le torrent des Murets, en attendant, une solution provisoire est mise en place par la commune pour permettre à l'entreprise de travailler.

Prix de l'eau et assainissement :

Le maire propose que l'on constitue une réserve pour l'entretien du réseau et que l'on prévoit une augmentation du prix du m3 d'eau.

J- Cornil rappelle que l'accord précédent était d'augmenter de 10 cts par an.

Le maire propose 2.40 fr.. L'eau passerait de 2.20 à 2.40 fr. ce qui reste raisonnable. Pas de changement sur les taxes ni sur le prix de l'assainissement.

Le problème des périmètres de protection est soulevé par J Michalinoff, les projets étant subventionnés à 70 %, une étude pourrait être envisagée.

C. Paul demande que les anciens compteurs soient changés au cours des années, pour le confort du releveur d'index.

Le projet d'assainissement à réaliser dans un proche avenir sera abordé lors d'un prochain conseil.

L'augmentation du prix de l'eau est adoptée à l'unanimité.

Tarifs remontées mécaniques :

Les tarifs restent inchangés ; l'école de La Saulce demande que soient offerts deux tickets pour leur loto (accordé).

Questions diverses :

✍ Son et lumière :

Bilan moral : appréciations intéressantes

Bilan financier : déficit de 16 000 fr., raisonnable, épongé par les fonds de l'association.

✍ Piano :

Les enfants de Sigoyer adhérents à l'école de musique de la CCTB paient la location de leur piano.

Le maire propose que la commune achète un piano par le biais de la CCTB, cet achat serait subventionné à 60 % , les 40 % restants seraient financés par la commune qui restera propriétaire

du piano. Un piano numérique coûte entre 8 000 fr. et 14 000 fr.

J. Michalinoff estime que, logiquement, la somme restante devrait être prise en charge par la CCTB qui gère l'école de musique, mais le maire rétorque qu'à ce moment là, le piano deviendrait propriété de l'école de musique...

Résultat du vote : 1 abstention, 9 pour.

🔪 Cloche :

Le maire rappelle le projet envisagé pour l'an 2000.

L'entreprise Paccard propose l'installation d'une nouvelle cloche, équipée de deux moteurs. Cette cloche pourra sonner à la volée en harmonie avec la cloche existante et assurera également le tintement des heures pendant la journée. pour un coût de 94 000 fr. T.T.C..

La cloche actuelle pèse 763 kg, la cloche proposée pèserait 450 kg et sonnerait en la en harmonie avec la cloche en place.

2

Financement :

Pas de subvention possible, mais peut-être possibilité d'obtenir des fonds sur une réserve parlementaire ou d'utiliser le fonds de péréquation (65 000 fr.), l'utilisation du fonds de péréquation à cette fin ne convainc pas certains conseillers.

L'autofinancement serait réalisé par une souscription auprès des citoyens, une participation de la Paroisse et de l'Association de sauvegarde du Patrimoine.

Les parrain et marraine de cette cloche seraient choisis en fonction de leur âge pour faire le lien entre les deux époques (ancien et nouveau millénaire).

Le maire interroge les conseillers sur l'idée même du projet. Adopté à l'unanimité.

🔪 Réunion agriculteurs Ogaf et Natura 2000 :

L'idée du remembrement des vignes a été relancée, un sondage sera effectué auprès des propriétaires.

🔪 Pâturages communaux :

Estimer les surfaces des pâturages de Céüzette avec l'ONF et organiser les adjudications.

🔪 Natura 2000 :

René Favier fait part de la proposition d'un agent de l'ONF (M. Tronc) d'intervenir en toute objectivité auprès de la population ou du conseil municipal en ce qui concerne Natura 2000 (avantages et inconvénients).

Le maire en accepte l'idée.

La séance est levée à minuit dix , le maire offre le dernier verre de l'année à tous les participants.

Délibérations du conseil municipal :

- Réfection des façades de l'église (DGE 1998)

- Régularisation emprise du "chemin des Courtès"
- Régularisation emprise du "chemin des graviers" (propriété Albert Jean)
- Augmentation du prix du m3 d'eau et taxe d'assainissement
- Concours du receveur municipal / attribution d'indemnité
- Acquisition foncière maison Ligozat (annule la précédente)

Vu, les conseillers,